

Brochure n° 3217

**Convention collective nationale**

IDCC : 2253. – **ORGANISMES D'AIDE À DOMICILE  
OU DE MAINTIEN À DOMICILE**  
(7<sup>e</sup> édition. – Septembre 2005)

Brochure n° 3321

**Convention collective nationale**

IDCC : 562. – **AIDES FAMILIALES RURALES  
ET PERSONNEL DE L'AIDE À DOMICILE  
EN MILIEU RURAL**  
(ADMR)  
(1<sup>re</sup> édition. – Janvier 2005)

■ *Journal officiel* du 24 juin 2006

**Arrêté du 15 juin 2006 portant extension d'un avenant  
à un accord conclu dans le secteur de l'aide à domicile**

NOR : SOCT0611309A

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté du 7 avril 2005 portant extension de l'accord du 29 mars 2002, relatif aux champs d'application des accords de branche du secteur de l'aide à domicile ;

Vu l'arrêté du 28 mars 2006 portant extension de l'accord du 7 septembre 2005 relatif aux champs d'application des accords de branche du secteur de l'aide à domicile ;

Vu l'avenant n° 7 du 7 septembre 2005 à l'accord du 29 mars 2002 relatif aux emplois et rémunérations, conclu dans le secteur de l'aide à domicile ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 9 février 2006 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure prévue à l'article R. 133-2 du code du travail,

Arrête :

### **Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de l'accord du 7 septembre 2005 relatif aux champs d'application des accords de branche du secteur de l'aide à domicile, les dispositions de l'avenant n° 7 du 7 septembre 2005 à l'accord du 29 mars 2002, relatif aux emplois et rémunérations, conclu dans le secteur de l'aide à domicile, sous réserve de l'application des dispositions réglementaires portant fixation du salaire minimum interprofessionnel de croissance.

### **Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

### **Article 3**

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 15 juin 2006.

Pour le ministre et par délégation :  
*La sous-directrice de la négociation collective,*  
E. FRICHET-THIRION

*Nota.* – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2005/46, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,50 €.